

Edito sur la situation : L'accord de la honte

Il y a quelques heures, le gouvernement Tsipras vient d'accepter les propositions préparées par les gouvernements français et allemand. Un troisième accord « d'aide » va être signé entre la Grèce et l'Union Européenne.

Cet accord est une attaque énorme contre les travailleurs et le peuple grecs, un programme d'austérité et de privatisations, encore plus grave que les précédents. Les retraites et les préretraites vont être diminuées d'une façon drastique, les services et les dépenses publics vont être amputés, les lois sociales seront abrogées, la TVA et les prix de produits de première nécessité vont augmenter. Des privatisations pour 50 milliards d'euros sont décidées, avec comme destination les banques et le paiement de la dette.

La Grèce va payer ses dettes, de façon à garantir de nouvelles possibilités d'endettement. Le cycle austérité-endettement n'est donc pas prêt de finir. Il s'agit d'un saut qualitatif dans les privatisations, puisque sous les gouvernements sociaux-démocrates et conservateurs, Athènes n'avait privatisé ces dernières années que pour 5 milliards d'euros. La seule concession qui a pu être obtenue par Tsipras c'est le fait que ce fonds de privatisation n'aura pas son siège au Luxembourg, comme voulait au départ l'Eurogroupe, mais en Grèce. Il n'en reste pas moins qu'il sera sous le strict contrôle de la Troïka.

En définitive, c'est la misère pour la population et la classe ouvrière et la mise sous tutelle de la Grèce. L'accord concerne aussi les travailleurs de France et pas seulement parce qu' Hollande est un de ses initiateurs. C'est aussi une victoire du gouvernement contre la classe ouvrière et la jeunesse ici et de toute l'Europe. La crise capitaliste est payée par les travailleurs, les jeunes, les chômeurs, les retraités. Hollande et les patrons sont aujourd'hui plus forts pour appliquer leur politique d'austérité et de misère.

C'est une trahison du mandat que le gouvernement Tsipras avait reçu dans le referendum du 5 juillet, quand les 2/3 de la population ont voté contre les programmes d'austérité de l'Union européenne. Un gouvernement qui se dit de gauche, qui est arrivé au pouvoir avec la promesse d'en finir avec l'austérité, et qui est aujourd'hui le garant du plan des capitalistes et des gouvernements européens. Le gouvernement de Tsipras joue avec la démoralisation du peuple grec et conduit à sa défaite.

C'est une triste réalité qui demande de la réflexion et de la détermination. En Grèce, des organisations (y compris à l'intérieur de Syriza, le parti de Tsipras), des militants, des syndicats, des comités, se mobilisent contre l'accord. Aujourd'hui, la solidarité avec le peuple grec passe par le soutien avec celles et ceux qui se mobilisent dans la rue et jusqu'au Parlement contre la signature de l'accord, contre les privatisations, pour la nationalisation des banques et des entreprises stratégiques, pour la santé et l'éducation, pour la réquisition de la banque centrale et le contrôle des travailleurs sur la monnaie et les échanges extérieurs.

Il s'agit de rompre avec le FMI, la troïka et les programmes et institutions capitalistes

En France, la première nécessité est de manifester contre la signature de l'accord Tsipras-Union européenne, pour l'annulation immédiate et sans condition de la dette et en solidarité avec celles et ceux qui s'apprêtent à se mobiliser pour rejeter cette nouvelle escalade de misère pour les travailleurs et la jeunesse de Grèce.

Mais il nous faut également organiser la riposte contre le gouvernement Hollande qui n'a qu'un seul objectif : faire avaler la couleuvre de l'austérité aux salariés en France pendant qu'il continue d'engraisser les patrons.

En Grèce comme ailleurs, il faut mettre les capitalistes hors d'état de nuire!

Elu-e-s P3 et P5 du comité exécutif du NPA